

ARRET N°,

YLB/DC

Arrêt rendu le 8 FEVRIER 2011 par la CHAMBRE de l'INSTRUCTION de la COUR d'APPEL de RIOM. composée lors des débats, du délibéré et du prononcé de Monsieur [] Président de Chambre, de Madame [] et de Madame [], Conseillers, tous trois désignés conformément aux dispositions de l'article 191 du Code de Procédure Pénale,

MANDAT D'ARRET
EUROPEEN

Assistés, lors des débats et du prononcé, de Madame [] Greffier

REFUS REMISE AUX
AUTORITES PORTUGAISES

En présence à l'audience de Monsieur [] avocat général

-=-

VU le mandat d'arrêt européen décerné le 28 septembre 2010 par le Dr [] , juge de la 5^e chambre criminelle de LISBONNE (Portugal) du nomme

de [] - né le [] à [] (63) - de [] ; et
- de nationalité française - opticien - demeurant chez Mme [] à CLERMONT FERRAND (63)

COMPARANT -

LIBRE sous contrôle judiciaire par décision du 29/11/2010

CONSEIL : Maître [] du barreau de CLERMONT FERRAND**SUR LA PROCEDURE**

VU le mandat d'arrêt directement adressé par l'autorité judiciaire du PORTUGAL sus désignée

VU le procès verbal de notification à l'intéressé en date du 29 novembre 2010, par lequel ledit mandat d'arrêt lui a été notifié, et ses explications recueillies, l'intéressé n'ayant à cette occasion ni consenti à sa remise à l'autorité judiciaire du pays demandeur, ni renoncé au principe de spécialité du mandat d'arrêt

VU l'arrêt du 30 novembre 2010 de la chambre de l'instruction de céans

VU les articles 695-22 et suivants du code de procédure pénale

DEBATS

Après avoir entendu à l'audience publique du 30 novembre 2010, Monsieur le Président en son rapport oral, le Ministère Public en ses réquisitions, comparant en personne assisté de Maître [] ayant eu la parole en dernier, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour l'arrêt être rendu à l'audience de ce jour

-=-=-=-

SUR LES FAITS

Le 29 novembre 2010, Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de RIOM a ordonné le placement sous contrôle judiciaire de [] en exécution d'un mandat d'arrêt européen délivré à l'encontre de ce dernier, le 28 septembre 2010 par Dr [] juge de la 5^e chambre criminelle de LISBONNE (Portugal) aux fins d'exécution d'un

jugement rendu le 10 mai 2006 l'ayant condamné à 3 ans d'emprisonnement, condamnation suspendue dans son exécution pour une période de 4 années sous condition de paiement de dommages intérêts à la victime rendue exécutoire faute de versement de ces dommages intérêts par décision du 10 mars 2008 pour des faits d'escroquerie commis courant 1999, 2000 et 2001 à ALMADA (PORTUGAL) et sur le territoire portugais.

Monsieur [REDACTED], commerçant franchisé de la société anonyme Franchiseur, aurait escroqué au PORTUGAL entre 1999 et 2001 la somme de 79.113,11 euros au préjudice d'un commerçant qui a par ailleurs engagé 55.184,61 euros de travaux, en faisant usage, à travers diverses sociétés, de la fausse qualité de franchiseur.

Le 29 novembre 2010 devant Monsieur le Procureur Général, Monsieur [REDACTED] a déclaré ne pas consentir à sa remise aux autorités judiciaires portugaises, estimant avoir été condamné à tort.

A cette date le Ministère Public avait demandé auprès des autorités judiciaires compétentes, copie de la décision ayant conféré un caractère exécutoire à la condamnation dont la mise en exécution est sollicitée, mais ne l'avait pas obtenue.

Par arrêt du 30 novembre 2010, la chambre de l'instruction a :

- constaté que Monsieur [REDACTED] ne consent pas à sa remise en exécution du mandat d'arrêt susvisé

- ordonné un supplément d'information

- invité Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de RIOM, à entrer en relation avec les autorités judiciaires portugaises compétentes aux fins de les prier de produire, avec leur traduction en langue française, avant le 11 DECEMBRE 2010, copie des pièces suivantes :

- * jugement rendu le 10 mai 2006 ayant condamné Monsieur [REDACTED]
- * décision du 10 mars 2008 ordonnant la mise à exécution du jugement du 10 mai 2006
- * tous documents établissant comment Monsieur [REDACTED] a été convoqué pour ces deux décisions devant le tribunal, s'il était présent ou représenté devant cette juridiction en ces deux occasions, de quelle manière
- * comment ces décisions lui ont été personnellement notifiées ou signifiées, s'il existe encore des voies de recours contre ces décisions et lesquelles

- ordonné le renvoi de l'examen de cette affaire à l'audience du 25 JANVIER 2011 à 9 heures

Ce supplément d'information a été exécuté

Le parquet général requiert organisation d'un nouveau supplément d'information aux fins de vérifier si à l'occasion de la notification des deux

décisions Monsieur

a été avisé des voies de recours ouvertes.

Le 25 janvier 2011, devant la Cour, Monsieur réitère son refus de remise, indiquant ne pas s'être rendu au Portugal pour y être jugé, et ne pas avoir désigné d'avocat pour le représenter devant les juridictions portugaises.

Par mémoire régulièrement déposé, l'avocat de Monsieur demande à la Cour

- à titre principal, de rejeter la demande de mise à exécution du mandat d'arrêt européen
- très subsidiairement, de surseoir à statuer dans l'attente de la fourniture de justificatifs complémentaires de la part des autorités portugaises
- infiniment subsidiairement de dire que Monsieur pourra exécuter sa peine en France

A ces fins, il fait valoir les éléments suivants :

- il considère tout d'abord que la procédure du mandat d'arrêt européen ne serait pas applicable en l'espèce dans la mesure où ce document vise des infractions prétendument commises en 1992, donc avant le 1^{er} novembre 1993
- par ailleurs, la Cour ne dispose pas d'éléments vérifiables de nature à établir que Monsieur a été régulièrement cité pour les deux audiences portugaises où son affaire a été évoquée.
- de même les pièces fournies ne font pas apparaître l'information qui aurait dû être donnée à Monsieur sur les voies de recours qui lui étaient ouvertes, si bien que la Cour n'est pas en état de savoir si ces décisions sont devenues définitives et de quelle manière.
- en application des dispositions de l'article 695-22-4e du code de procédure pénale, l'exécution du mandat d'arrêt européen doit être refusée dès lors que les juridictions françaises sont compétentes pour connaître de délits commis par un français à l'étranger et que la prescription de l'action publique se trouve acquise en droit français.
- enfin, Monsieur, français vivant à CLERMONT FERRAND, commerçant à , père de famille, doit pouvoir exécuter sa peine en FRANCE.

MOTIFS DE LA DECISION

Monsieur a reconnu être la personne désignée par le mandat d'arrêt européen et a déclaré ne pas consentir à sa remise

Les faits imputés à l'intéressé, par ailleurs réprimés en droit français, sont compris dans la liste des 32 infractions échappant au contrôle de la réciprocité d'incrimination dans la mesure où ils font encourir à leur auteur une peine supérieure ou égale à 3 ans d'emprisonnement, ce qui est le cas en l'espèce.

Si dans le mandat d'arrêt européen apparaît la date du 1992, c'est uniquement pour signaler que Monsieur "a conclu - cette année - un contrat de franchise avec la société anonyme , franchiseur, avec

siège en FRANCE, selon lequel il est devenu un franchisé dans la ville de CLERMONT FERRAND et uniquement dans cette ville". Cette mention est relative au cadre de l'activité commerciale habituelle de Monsieur en FRANCE. L'exposé des faits reprochés à cette personne au PORTUGAL fait apparaître le début de son activité dans ce pays en 1999. Les faits objets de l'actuel mandat d'arrêt européen ont donc débuté à cette date. Le reprise au terme du mandat d'arrêt européen de la date de 1992 ne relève donc que d'une erreur de plume. Les faits imputés à Monsieur étant postérieurs au 1^{er} novembre 1993, la procédure de mandat d'arrêt européen lui est donc applicable.

Monsieur ne peut prétendre au bénéfice de l'application des dispositions de l'article 695-22-4e du code de procédure pénale.

En effet le mandat d'arrêt européen actuel est délivré pour l'exécution d'une peine et il convient de constater que la prescription de la peine correctionnelle dont la mise à exécution a été ordonnée le 10 mars 2008 n'est pas acquise.

L'examen du supplément d'information ordonné par la Cour fait apparaître les éléments suivants :

- la lecture de la décision de condamnation du 10 mai 2006 révèle (cote 914) qu'elle a été rendue en l'absence du prévenu, lequel a été régulièrement "signifié" (sans doute faut-il comprendre "convoqué") selon les dispositions de la loi et qu'à propos de cette convocation, aucune autre précision n'est fournie

- a également été transmise la copie de procès verbaux relatant la notification par la police française, à la demande des autorités portugaises, d'une décision portugaise, sans autre précision. Il apparaît toutefois qu'il s'agit du jugement de condamnation puisqu'il est indiqué que la copie remise à Monsieur comporte 26 feuillets, ce qui est le cas de la décision du 10 mai 2006 ; cependant ces mentions ne permettent pas de vérifier que par cette notification, Monsieur a été avisé des voies de recours qui lui étaient ouvertes.

- a été encore communiquée copie de la décision du 5 février 2010 "abrogeant" la suspension de la peine prononcée le 10 mai 2006, suspension qui était conditionnée au paiement de certaines réparations civiles. La seule mention relative à la convocation du prévenu ou de son conseil est celle-ci : "le défenseur du prévenu ayant reçu notification pour pouvoir prononcer sur le sujet n'a rien ajouté", ce qui signifie qu'à l'audience concernée, Monsieur était représenté par un avocat.

- a enfin été communiqué copie d'un procès-verbal de notification d'une décision portugaise, dressé le 8 mars 2010, qui semble bien correspondre, au vu des dates indiquées, à la décision ci-dessus rappelée ; ces mentions ne permettent pas de vérifier que la nature et le mode d'exercice des voies de recours éventuelles ont été indiquées à Monsieur

Il apparaît toutefois d'un certificat établi le 13 décembre 2010 par un "huissier de droit" que les décisions en question ont été régulièrement notifiées et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune voie de recours ;

Les pièces fournies par les autorités judiciaires portugaises, qui ne répondent qu'imparfaitement aux questions claires que leur avait posé la chambre de l'instruction ne permettent pas à celle-ci de déterminer les conditions exactes de convocation de Monsieur devant les juridictions de ce pays, ni s'il a été avisé régulièrement des voies de recours qui pouvaient

lui être ouvertes, ni la nature de ces voies de recours.

En cet état, il ne peut être répondu positivement à la demande de mise à exécution du mandat d'arrêt européen

Un nouveau supplément d'information n'apparaît pas nécessaire dès lors que les autorités requérantes, déjà clairement sollicitées une première fois, n'ont pas été en mesure de répondre utilement aux questions qui leur étaient posées

PAR CES MOTIFS

LA CHAMBRE DE L'INSTRUCTION statuant publiquement,

Constate que Monsieur ne consent pas à sa remise en exécution du mandat d'arrêt susvisé

Refuse la remise de aux autorités judiciaires portugaises en exécution du mandat d'arrêt européen délivré le 28 septembre 2010 par Dr , juge de la 5^e chambre criminelle de LISTONNE (Portugal) aux fins d'exécution d'un jugement rendu le 10 mai 2006 l'ayant condamné à 3 ans d'emprisonnement, condamnation suspendue dans son exécution pour une période de 4 années sous condition de paiement de dommages intérêts à la victime rendue exécutoire faute de versement de ces dommages intérêts par décision du 10 mars 2008 pour des faits d'escroquerie commis courant 1999, 2000 et 2001 à ALMADA et sur le territoire portugais.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT